

54333

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.14/SW/INF.18
21 avril 1969

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Réunion régionale sur le rôle des femmes

dans le développement national

Addis-Abéba, 17-26 mars 1969

L'EMPLOI DES FEMMES ET LEGISLATION DU TRAVAIL

(Rapport national - Madagascar)

De tout temps, les femmes à Madagascar, représentant plus de la moitié de la population de l'île (Madagascar compte 200.000 femmes de plus que d'hommes) constituent une part importante de la population active. Pays dont la base de l'économie repose essentiellement sur l'agriculture, avec une population agricole représentant 85 pour 100 de l'ensemble, la femme a été toujours le complément de l'homme dans les travaux agricoles : repiquage des rizières, travaux de moisson, labour des terres avec l'angady (bêche), etc.

A Madagascar, le progrès de l'alphabétisation, l'évolution sensiblement parallèle de l'homme et de la femme, conséquence d'une politique de l'enseignement également ouvert et prodigué aux filles et aux garçons, la conception d'une éducation sensiblement unique pour les garçons et filles, sont les fondements du nombre accru des femmes dans la population active. Ajoutons que l'introduction de la technique nécessaire au développement d'une économie moderne a contribué à l'élargissement et à la diversification de leurs domaines d'intervention. Aussi, au XXème siècle, à Madagascar, la femme devient de plus en plus la compagne indispensable de l'homme, non seulement dans le foyer, mais sur le terrain de travail, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé.

L'égalité de l'homme et de la femme si elle n'est pas totalement admise de par la différence de nature des deux sexes, peut cependant être considérée comme réalisée dans de nombreux domaines.

Aussi, voyons la législation du travail à Madagascar et la possibilité d'emploi des femmes.

I. LEGISLATION DU TRAVAIL

A. Législation du travail unique pour l'homme et la femme

L'ordonnance No. 60-111 du 1er octobre 1960 portant code du travail régit en commun le travail de l'homme et de la femme. Aussi, dans ses dispositions générales, l'ordonnance stipule : "Est considéré comme travailleur au sens de la présente ordonnance, quels que soient son sexe et sa nationalité, toute personne qui s'est engagée à mettre son activité professionnelle, moyennant rémunération).

Il n'existe pas de discrimination entre l'homme et la femme devant le marché de travail. Les formes, les modalités de lien de travail sont identiques (contrat de travail, contrat d'apprentissage, convention collective). De même la condition d'existence du contrat de travail : il faut être civilement capable et la femme mariée peut conclure un contrat de travail sans le consentement de son mari et même contre le gré de son mari.

En ce qui concerne le salaire (Titre II), art. 55 "A conditions égales de travail, de qualification professionnelle et de rendement, le salaire est égal pour tous les travailleurs quels que soient leur origine, leur sexe, leur âge, etc."

En matière de défense des intérêts professionnels, (Titre II) art. 17 : "Les femmes mariées exerçant une profession ou un métier peuvent, sans l'autorisation de leur mari, adhérer au syndicat professionnel et participer à leur administration et à leur gestion".

Ainsi donc, la législation du travail malgache soumet l'homme, et la femme aux mêmes conditions

- quant aux formes de contrat
- quant aux droits au salaire et en général aux congés payés et jours fériés
- quant à la liberté syndicale

On peut dire que cette égalité de régime de l'homme et de la femme constatée dans le cadre du travail est conforme à l'évolution de fait qui a maintenu la femme au même rythme de progrès que l'homme. Nous verrons que cette absence de discrimination juridique en général se manifeste dans la pratique par l'acceptation des femmes dans tous les secteurs de l'économie.

B. Cependant, la législation a ménagé pour la femme certaines conditions de travail distinctes de celles de l'homme, conséquence de sa nature physiquement considérée comme plus faible

Ainsi, le Décret No. 62-152 du 28 mars 1962 fixe les conditions de travail des enfants, des femmes et des femmes enceintes.

L'esprit de ce Décret est dominé par le souci de protéger la faiblesse physique constatée naturellement chez la femme et l'enfant, le souci de protéger leur moralité.

Ainsi, il existe des travaux qui sont interdits aux femmes et enfants, soit :

- parce qu'ils sont considérés comme à caractère immoral : exemple : confection, manutention, veste d'écrits imprimés, affiches, dessins, gravures, peintures, ... dont la vente, l'offre ... sont réprimés par les lois pénales ... ou contraires aux bonnes mœurs",
- parce qu'ils excèdent la force des femmes, exemple : port de fardeaux de plus d'un certain poids,
- parce qu'ils sont dangereux ou insalubres, exemple : il est interdit d'utiliser les femmes à la réparation de machines ou mécanisme en marche...

2

D'autre part, en ce qui concerne la femme enceinte (code du travail), elle bénéficie de certains avantages du fait de son état.

Ainsi, pour la rupture de contrat, elle peut quitter son travail sans préavis lorsque sa grossesse a été constatée médicalement; et elle n'a pas à payer une indemnité de rupture de contrat. Elle a droit de suspendre son travail pendant 14 semaines consécutives (6 semaines postérieures à la délivrance) et qu'elle peut prolonger de 3 semaines en cas de maladie résultant de la grossesse.

Par ailleurs, elle peut faire rembourser ses frais d'accouchement et les soins médicaux soit par la caisse d'allocation familiale, soit par l'employeur, et se faire payer moitié de son salaire.

A la reprise de travail, quinze mois après la naissance de l'enfant, la mère a droit au repos pour l'allaitement de l'enfant.

En conclusion, si le code du travail est unique pour l'homme et la femme, le législateur a voulu tenir compte de la nature physiquement faible de la femme, de sa sensibilité pour apporter certains aménagements en faveur de la femme. Mais ce sont des avantages suffisamment minces qu'il faut admettre l'égalité de l'homme et de la femme devant le marché de travail et sur le champ de travail.

II. L'UTILISATION PRATIQUE DES FEMMES : Secteur privé

a) Sur une population totale de 6.534.000 habitants (statistique 1967) :

Madagascar compte 2.894.217 de population active dans laquelle nous comptons 1.400.453 femmes, soit la moitié.

Le tableau ci-après nous montre la répartition de cette population.

Estimation de la population active

	Hommes	Femmes	Total
Population totale	3.214.696	3.319.475	6.534.400
Salariés du secteur privé	192.696	44.346	237.042
Fonctionnaires	30.587	3.589	34.176
Demandes d'emploi non satisfaites	7.654	2.470	10.124
Travailleurs familiaux non rémunérés et personnes travaillant pour leur propre compte	1.247.525	1.287.640	1.515.165
Autres actifs	15.302	62.408	77.710
Population active	1.493.764	1.400.453	2.894.217

On peut estimer que 7 pour 100 de la population active féminine se trouve dans le secteur agricole, soit 128.989. Avec la diversification de l'économie nécessaire à un développement harmonieux, les femmes salariées soumises au code du travail se retrouvent dans toutes les branches d'activités. Parmi ces salariées, il faut distinguer les salariées permanentes et les salariées saisonnières.

b) Salariées permanentes :

Parmi les salariées permanentes malgaches, on compte 6.649 femmes pour 57.809 hommes.

- Selon leur qualification :

53,8 pour 100 de l'ensemble des permanents sont des manoeuvres dont 6,5 pour 100 de femmes,
11,7 pour 100 des ouvriers dont 1,4 pour 100 de femmes,
27,9 pour 100 des employés dont 1,9 pour 100 de femmes,
6,6 pour 100 des cadres dont 0,7 pour 100 de femmes.

- Selon les branches d'activités, on compte :

- agriculture :	859 femmes	
- agro-industrielle:- sucrerie	}	2.200
- féculerie		
- Industrie et para-industrie dont les plus importants	- habillement	182
	- confection	300
	- Industrie textile	258
	- Industrie tabac	
- Commerce, banques et assurances		1.830

c) Salariées saisonnières :

Les salariées saisonnières sont beaucoup plus importantes que les permanentes :

- 36.670 femmes sur 127.168 hommes.

- D'après leur qualification :

82,5 pour 100 des saisonniers sont des manoeuvres dont 1,8 pour 100 de femmes,

15,4 pour 100 sont des ouvriers dont 4,1 pour 100 de femmes,

1,9 pour 100 sont des employés dont 0,1 pour 100 de femmes,

0,2 pour 100 sont des cadres dont 0,1 pour 100 de femmes.

- Selon les branches d'activités, les femmes se rencontrent le plus dans :

Agriculture : 3,551

Industrie extractive (mines et carrières) : 2.141

Commerce, banques et assurances : 376.

En moyennes, sur 100 travailleurs les femmes représentent 17,3.

III. PRESENCE DES FEMMES DANS LE SECTEUR PUBLIC

Le tableau joint montre le nombre des femmes fonctionnaires existant dans la fonction publique malagasy. Il existe actuellement à Madagascar 3.918 femmes fonctionnaires sur 22.487 au total soit 17,42 pour 100 du nombre total des 2 sexes.

Comme dans le secteur privé nous rencontrons toutes les femmes dans tous les domaines : femmes ingénieurs, médecins, administrateurs civils, professeurs, commissaires de police, etc.

Dans la vie politique, le rôle des femmes est devenu de plus en plus important depuis l'accès à l'indépendance (rappelons cependant que Madagascar est renommé par l'existence de ses reines).

D'abord le droit de vote des femmes est garanti par l'article 1 de la loi organique No. 3 du 6 juin 1959.:

"Sont électeurs sans distinction de sexes, tous les citoyens malgaches âgés de 21 ans accomplis jouissant de leurs droits civils et politiques".

Les lois ultérieures ont consacré l'éligibilité des femmes au sein des diverses assemblées délibérantes, tels que l'Assemblée nationale, le Sénat, les Conseils généraux et les Conseils municipaux. Et c'est ainsi qu'on dénombre actuellement dans ces assemblées :

- 2 parlementaires
- 12 conseillères générales
- 38 conseillères municipales
- 28 conseillères rurales

D'autre part, soulignons le dynamisme militant des femmes dans le Parti PSD. Les femmes sont organisées en sections différentes de celles des hommes, et ces derniers sont unanimes pour reconnaître l'importance de leur rôle.

En conclusion, les femmes à Madagascar occupent une place importante dans la vie de la Nation : elles ont constitué et elles constituent toujours l'élément moteur du pays.

Etat faisant ressortir, par catégorie, le nombre des femmes fonctionnaires existant dans les différents cadres de la Fonction publique Malagasy

Département de rattachement	Services	Corps	Nombre par catégories			
			A	B	C	D
Présidence	Coopération	Agents techniques de la coopération	-	-	7	-
Ministère de la santé et de la population	Fonction publique (administration générale)	Administrateurs civils	14	-	-	-
		Attachés d'administration	5	-	-	-
		Adjointes d'administration	-	23	-	-
		Assistants d'administration	-	-	174	-
		Employés d'administration	-	-	-	318
	Assistance Médicale	Médecins diplômés d'Etat	18	-	-	-
		Médecins diplômés d'université	1	-	-	-
		Médecins diplômés de Tananarive	27	-	-	-
		Pharmaciens diplômés d'Etat	10	-	-	-
		Sages-femmes diplômées d'Etat	-	217	-	-
		Pharmaciens diplômés de Tananarive	9	-	-	-
		Sages-femmes diplômées de Tananarive	-	-	392	-
		Infirmières diplômées d'Etat	-	95	-	-
		Infirmières de l'assistance médicale	-	-	-	411
		Assistances sociales diplômées d'Etat	-	45	-	-
		Infirmières-visiteuses	-	-	57	-
		Assistances de santé	-	-	65	-
		Chirurgiens dentistes diplômés d'Etat	5	-	-	-
		Economes des hôpitaux	-	2	-	-
Ministère du travail et des lois sociales		Inspecteurs du travail et des lois sociales	1	-	-	-
		Contrôleurs du travail et des lois sociales	-	2	-	-
Ministère des finances et du commerce	Finances	Chefs de bureau des services financiers	1	-	-	-
		Sous-chefs de bureau des services financiers	-	1	-	-
	Trésor	Inspecteurs du trésor	3	-	-	-
		Contrôleurs du trésor	-	3	-	-
		Comptables du trésor	-	-	27	-
	Douanes	Inspecteurs des douanes	3	-	-	-
		Contrôleurs des douanes	-	2	-	-
		Agents de constatation	-	-	10	-
	Contributions directes	Inspecteurs des contributions directes	1	-	-	-
		Contrôleurs	-	6	-	-
		Agents d'assiette	-	-	33	-
	Contributions indirectes	Inspecteurs	1	-	-	-
		Contrôleurs	-	3	-	-
		Agents de constatation	-	-	16	-

Etat faisant ressortir, par catégorie, le nombre des femmes fonctionnaires
existant dans les différents cadres de la Fonction publique Malagasy (suite)

Département de rattachement	Services	Corps	Nombre par catégories			
			A	B	C	D
Ministère de l'agriculture de l'expansion rurale et du ravi- taillement	Enregistre- ment et timbre	Inspecteurs	2	-	-	-
		Contrôleurs	-	7	-	-
		Agents de constatation	-	-	9	-
	Statistique et mécano- graphie	Ingénieurs de la statistique	1	-	-	-
		Adjoint technique de la statistique	-	1	-	-
		Assistants de la statistique	-	-	1	-
		Perforeurs vérificateurs et aides opérateurs	-	-	-	3
	Imprimerie nationale	Ouvriers du livre	-	-	2	-
		Employés techniques	-	-	-	2
		Apprentis	-	-	-	2
	Agriculture	Ingénieurs	14	-	-	-
		Adjoint techniques	-	26	-	-
		Agents techniques	-	-	26	-
	Elevage	Inspecteurs d'élevage	1	-	-	-
		Adjoint technique	-	1	-	-
	Domaines	Inspecteurs	1	-	-	-
		Contrôleurs	-	6	-	-
		Assistants-rédacteurs	-	-	18	-
Ministère de l'indus- trie et des mines		Ingénieurs des mines	1	-	-	-
		Ingénieurs géologues	1	-	-	-
		Agents techniques des mines	-	-	1	-
		Employés techniques des mines	-	-	-	4
	Travaux publics	Ingénieurs	1	-	-	-
Ministère de l'équi- pement et des commu- nications		Employés techniques	-	-	-	9
	Météorologie	Ingénieurs	1	-	-	-
	Postes et télécommu- nications	Inspecteurs (service général)	2	-	-	-
		Contrôleurs (exploitation)	-	8	-	-
		Agents d'exploitation	-	-	55	-
		Employés	-	-	-	68
	Service géo- graphique	Agents techniques	-	-	5	-
		Employés techniques	-	-	-	6
Ministère de la justice		Magistrats	11	-	-	-
		Greffiers en chef	-	1	-	-
		Secrétaires rédacteurs	-	6	-	-
		Assistants des Soes judiciaires	-	-	24	-
		Surveillantes des services péniten- tiaires	-	-	-	59

Etat faisant ressortir, par catégorie, le nombre des femmes fonctionnaires existant dans les différents cadres de la Fonction publique Malagasy (suite)

Département de rattachement	Services	Corps	Nombre par catégories					
			A	B	C	D		
Ministère des affaires culturelles	Corps d'ad- ministra- tion	Attachés d'administration académique	4	-	-	-		
		Adjointes d'administration académique	-	2	-	-		
		Economes des établissements scolaires	-	8	-	-		
	Corps d'en- seignement	Inspecteur de l'enseignement primaire	1	-	-	-		
		Professeurs bi-admissibles à l'agrégation	1	-	-	-		
		Professeurs certifiés	8	-	-	-		
		Professeurs licenciés	39	-	-	-		
		Chargés d'enseignement	49	-	-	-		
		Institutrices de catégorie "B"	-	243	-	-		
		Institutrices de catégorie "C"	-	-	995	-		
		Professeurs techniques adjoints des centres d'apprentissage	-	6	-	-		
		Contremaîtres de l'enseignement technique	-	-	2	-		
		Monitrices d'éducation physique et sportive	-	-	7	-		
		Maîtresses d'enseignement ménager	-	-	10	-		
		Maîtresses adjointes d'enseignement ménager	-	-	-	56		
		Ministère d'état char- gé de l'in- térieur	Police	Commissaires de police	2	-	-	-
				Inspecteurs de sécurité	-	-	14	-
				Brigadiers	-	-	-	4
				Suppléantes de police	-	-	73	-
Total			239	714	2.023	942		

Total général : 3.918

- Nombre total actuel des fonctionnaires (hommes et femmes) : 22.487
 - Nombre total actuel des fonctionnaires (femmes) : 3.918
- soit : 17,42 pour 100 du nombre total des deux sexes.